

Il est temps d'être radical

samedi 15 novembre 2008, par [HUSSON Michel](#) (Date de rédaction antérieure : octobre 2008).

Sommaire

- [La priorité : modifier la \(...\)](#)
- [Viabilité économique et \(...\)](#)
- [L'Europe et la mondialisation](#)
- [Un constat partagé ?](#)

Ce titre emprunté à Paul Krugman [1] résume la thèse principale défendue dans cet article : la cohérence d'une véritable politique économique de gauche ne peut être aujourd'hui obtenue que pour un degré élevé de radicalité.

La priorité : modifier la répartition des revenus

Depuis le milieu des années 1980, la baisse de la part des salaires dans le revenu national est devenue une loi à peu près universelle. La question sociale est aujourd'hui entièrement déterminée par cette tendance, qu'il s'agisse du chômage, du pouvoir d'achat ou du financement de la Sécurité sociale. Le chômage est un bon point de départ, car ses causes profondes renvoient à la déformation dans la répartition des revenus qui est intervenue entre 1983 et 1989 dans le cas de la France. Sur cette période, la part des salaires a considérablement baissé jusqu'à un niveau historiquement bas, inférieur à celui qui prévalait durant les « Trente glorieuses » [2]. Cette baisse équivaut arithmétiquement à un freinage des salaires en deçà des gains de productivité. Ces derniers ont eux-mêmes ralenti, mais dans le même temps, leur distribution a été profondément modifiée en faveur des profits, sans que cela conduise à un surcroît d'investissement.

On a donc assisté à un transfert considérable de revenu allant des salariés aux rentiers : en 2007, les dividendes nets versés par les entreprises représentaient 12,4 % de leur masse salariale, contre 4,4 % en 1982. Cela signifie que l'essentiel des gains de productivité ne va plus aux salariés, ni sous forme de pouvoir d'achat, ni sous forme de réduction de la durée du travail, comme cela a été le cas à l'échelle historique. Dans ces conditions, le chômage et la croissance des revenus financiers sont deux faces de la même médaille. Si cette analyse est exacte, elle implique que tout projet visant à améliorer la condition salariale (salaires et emploi) sans toucher à la répartition des revenus repose sur une illusion ou une duperie.

Il en va de même pour le financement de la Sécurité sociale et le pouvoir d'achat. Tout le discours néo-libéral repose sur une loi d'airain qui dit que la répartition des revenus est intangible. Les salaires doivent au mieux

progresser aussi vite que la productivité, et si possible à un rythme inférieur, autrement dit la part salariale doit au mieux stagner. De la même façon, tout le débat sur la Sécurité sociale suppose implicitement que la part du revenu national consacrée à la santé ou aux retraites doit être gelée à son niveau actuel, alors même que le nombre de retraités augmente plus vite que celui des actifs et les dépenses de santé plus vite que les autres. Une telle équation ne peut se résoudre que par une baisse relative des pensions et par un contingentement des dépenses publiques de santé. On débouche sur une deuxième proposition : tout projet visant à « réformer » la Sécurité sociale à répartition inchangée conduit à un recul de la solidarité et à la montée des inégalités.

L'expérience des 35 heures a déchaîné dans les rangs de la droite un esprit revanchard qui ne peut s'expliquer que par la frayeur rétrospective d'une remise en cause des privilèges. Une « bonne » RTT créant des emplois sans intensification du travail implique elle aussi une modification dans la répartition des revenus en faveur des salariés, plus nombreux pour la même charge de travail. Il va de soi que le fameux « travailler plus pour gagner plus » ne peut conduire, à travers l'allongement de la durée du travail, qu'à de moindres créations d'emplois, surtout dans la conjoncture actuelle. Mais, du côté de la gauche, tout projet visant à « travailler moins pour travailler tous » et qui ne toucherait pas à la répartition des revenus conduirait - de nouveau - à une intensification du travail.

Un changement significatif dans la répartition des revenus est donc la condition nécessaire d'un programme de gauche dont les principaux objectifs seraient la revalorisation des salaires, la création d'emplois par réduction du temps de travail, et le financement de la Sécurité sociale. On pourrait d'ailleurs imaginer une « règle des trois tiers » dans l'affectation des ressources ainsi dégagées. La mise en œuvre d'un tel programme pourrait suivre la trajectoire suivante : dans une première phase, qui doit être ramassée dans le temps, la part des salaires serait ramenée à un niveau décent, moyennant un recul des revenus financiers qui laisserait intacte la capacité d'investissement. La part salariale serait ensuite maintenue à ce niveau, ce que signifie que la masse salariale évoluerait au même rythme que le Pib. On peut donc élaborer un projet radical dont la viabilité économique serait fondée sur une autre répartition des revenus. Le transfert des dividendes vers les salaires et les revenus sociaux peut en effet couvrir les revendications mises en avant [3].

Viabilité économique et viabilité politique

Toute la question est de savoir si ce schéma très général est possible, et si c'est le seul possible. De ce point de vue, on peut identifier au sein de la gauche un courant que l'on pourrait qualifier par simplicité de « keynésiano-productiviste ». Il raisonne en gros de la manière suivante : donnez-nous une bonne politique macroéconomique, et nous aurons plus de croissance et donc plus d'emplois. Il fait souvent preuve de scepticisme quant aux vertus de la réduction du temps de travail, contrairement d'ailleurs à Keynes, qui, dans les Perspectives économiques pour nos petits

enfants prédisait que « *Trois heures par jour, et une semaine de 15 heures, constitueront une transition utile* » pour sortir du « *chômage technologique* » [4].

Cette position souffre de graves défauts. Le premier est d'opposer la croissance à la réduction du temps de travail et plus généralement à la répartition : celle-ci ne pourrait être modifiée qu'à la condition qu'une croissance plus soutenue procure un supplément de « grain à moudre ». En tablant sur une meilleure politique macroéconomique, on se focalise alors sur les instruments de cette politique (taux d'intérêt, politique budgétaire, taux de change, etc.) en réduisant ainsi la question sociale à la possibilité d'une meilleure gestion économique.

Pour ne prendre qu'un exemple, l'apologie inconditionnelle du déficit budgétaire, comme moyen de relancer l'économie, conduit à un oubli à peu près total de son contenu social, à savoir un transfert de ressources des contribuables vers les rentiers, principaux bénéficiaires des baisses d'impôts. Enfin, et surtout, cette conception a pour effet, en sacralisant la croissance, de se dispenser de la nécessaire réflexion sur son contenu, et donc sur sa soutenabilité.

L'examen critique de ce corpus, baptisé keynésien par commodité, conduit à se poser une question de fond. Le programme économique sur lequel il débouche est-il viable et, si oui, pourquoi n'a-t-il pas été appliqué, notamment en 1997, au moment du Traité d'Amsterdam, quand la majorité des gouvernements européens étaient d'inspiration social-démocrate ? A condition de s'entendre sur ce terme, il faut insister pour dire que ce projet est viable, en ce sens précis : son application ne déboucherait pas sur une catastrophe économique, et aurait probablement les effets positifs escomptés.

Cette affirmation s'oppose à deux objections qui viennent de bords opposés. Du côté social-libéral, on postule qu'un tel projet est inapplicable, en raison de la mondialisation. On retrouve ici le débat qui traverse le PS et, à vrai dire, chacun de ses responsables : il y a d'un côté l'idée qu'il faut s'adapter au capitalisme mondialisé et, de l'autre, quelques traces résiduelles de pensée de gauche social-démocrate. Mais il y a aussi la critique « révolutionnariste » selon laquelle il n'existe d'autre programme que le renversement du capitalisme. Ces deux points de vue se rejoignent au moins sur un point : il n'y a plus de marge de manœuvre possible dans le cadre du système actuel.

Ce n'est pas faux, à ce degré de généralité, mais il faut introduire ici une nouvelle distinction entre viabilité économique et viabilité politique. D'un point de vue strictement économique, un programme social-démocrate est possible. Pour ne prendre qu'un exemple, Lionel Jospin aurait pu, au moment de la « cagnotte budgétaire » de 1998, choisir d'augmenter les minima sociaux, sans vraiment remettre en cause les règles du jeu. D'où cette thèse absolument essentielle : une politique « keynésienne » est économiquement faisable et si elle n'a pas été mise en œuvre, c'est parce qu'elle supposait un degré de conflictualité sociale, et d'affrontement immédiat avec les possédants, jugé trop élevé. Le réformisme, dans sa

définition classique, s'est réduit comme une peau de chagrin, mais pour d'autres raisons que celles qui sont avancées habituellement pour arriver à cette conclusion.

Pour dire les choses autrement : un programme keynésien est viable économiquement mais ne l'est pas politiquement à partir du moment où l'on refuse la perspective du conflit qu'entraînerait inévitablement une modification de la répartition ; ce qu'il peut contenir de mesures positives n'a de chance d'aboutir que dans un cadre plus ambitieux. La logique keynésienne n'a pas perdu toute validité, mais elle ne peut acquérir de cohérence que si elle est incorporée à une logique de transformation sociale qui va plus loin sur la voie de la rupture. En ce sens, il n'y a plus que deux orientations cohérentes : l'accompagnement social-libéral, ou la rupture radicale.

Pour illustrer cette thèse, on utilisera, sans le nommer, la copie d'un étudiant de Sciences-Po commentant un exercice de simulation de l'OFCE [5]. Il s'agit d'examiner les effets d'une augmentation généralisée des salaires en France à l'aide d'un modèle qui, curieusement d'ailleurs, « *ne contient pas d'éléments permettant d'expliquer les évolutions du partage de la valeur ajoutée de façon satisfaisante* » [6] (Timbeau 2002). Quatre scénarios sont distingués, selon que les entreprises réagissent à l'augmentation des salaires par une hausse des prix, un recours accru à l'endettement, un moindre investissement ou par une baisse des dividendes. Le premier scénario est défavorable, mais les trois autres sont relativement neutres - si ce n'est que la répartition des revenus a changé - et c'est une manière d'illustrer la notion de viabilité économique.

L'étudiant, qui doit sans doute restituer ce qu'il a appris dans sa conférence « de méthode », décrète que les scénarios vertueux sont « *assez improbables* » ou « *peu probables* ». La variante « *plus de salaires, moins de dividendes* » est quant à elle « *peu crédible compte tenu de la difficulté d'aboutir à un consensus sur la répartition salaire-dividende* ». Cette formulation est remarquable, de naïveté d'abord, puisqu'il va de soi que les actionnaires ne vont pas, par esprit consensuel, accepter une baisse de leurs dividendes. Mais ce lieu commun pointe un résultat essentiel, que l'on peut généraliser ainsi : la question de savoir si un programme alternatif est « *crédible* » ne peut être tranchée par l'analyse économique, mais renvoie aux rapports de force entre intérêts sociaux opposés.

Cette discussion renvoie à son tour à la question du statut des lois économiques. Un exemple emprunté à une période déjà ancienne permettra d'illustrer ce point. Quelques mois avant l'élection présidentielle de 1981, des économistes proches du PCF et travaillant à l'Insee ou à la Direction de la prévision du ministère des finances, ont fait « tourner » les modèles dont ils disposaient pour tester le programme commun de la gauche.

Les résultats de l'exercice n'étaient pas bons à cause de deux effets principaux. Les augmentations de salaires et de cotisations conduisaient à un surcroît d'inflation, à une perte de compétitivité, à un déficit accru du commerce extérieur, et finalement à une baisse du franc. Dans le même temps, le recul de la rentabilité des entreprises se traduisait par une baisse

de leurs investissements. On pourrait facilement transposer ces résultats au discours dominant actuel selon lequel toute augmentation du coût du travail conduirait à une perte de compétitivité et donc d'emplois, et à une fuite des capitaux.

Par rapport à ces indications générales, qui seront d'ailleurs confirmées après l'arrivée de la gauche au pouvoir, il n'y avait à l'époque que deux positions cohérentes. La première consistait à reconnaître qu'on ne pouvait aller à l'encontre des lois de l'économie. En voulant bien faire, des politiques inappropriées conduiraient à des effets en retour désastreux, y compris pour ceux qui devaient en être les bénéficiaires.

C'est d'ailleurs l'attitude de plusieurs économistes qui se situent à gauche et refusent d'être qualifiés de « néo-libéraux », mais sont persuadés de disposer d'une connaissance d'ordre scientifique de la réalité économique. Leur mission est alors d'exposer cette vérité et d'expliquer pourquoi les mesures envisagées ne sauraient aller à l'encontre de lois intangibles. Pour ne prendre qu'un exemple, Gilbert Cette (présenté comme un « *proche de Dominique Strauss-Kahn* ») reprochait au programme présidentiel d'Olivier Besancenot son « *ignorance crasse des mécanismes économiques* » (*L'Expansion* du 1^{er} mars 2007).

Mais une autre position était possible en 1981, qui aurait consisté à anticiper les réactions attendues en intervenant sur les structures économiques : dévaluation offensive, contrôle des prix, utilisation active du secteur nationalisé.

Prenons un autre exemple, plus contemporain : le revenu réel des 0,01% des ménages les plus riches a augmenté de 42,6 % entre 1998 et 2005, mais seulement de 4,6 % pour les 90 % des foyers les moins riches [7]. S'agit-il là d'un « mécanisme économique » intangible ? Si on pense que c'est le cas, alors il n'est pas possible de tenir honnêtement le moindre discours de transformation sociale, ni même de réforme. Si on choisit au contraire de remettre en cause une répartition des revenus aussi inégalitaire, alors il faut s'en donner les moyens car les intérêts sociaux concernés ne resteront pas sans réaction.

D'ailleurs, les principales objections faites à tout projet de gauche cohérent portent principalement sur la perte d'attractivité et la fuite des capitaux : les possédants iraient placer leur argent ailleurs. Ainsi, si on taxe le capital, il s'en va vers des lieux plus accueillants ; si on met en place une fiscalité plus juste, ce sont les « cerveaux » qui s'expatrient, etc. Encore une fois, on constate que ces réactions ne renvoient pas à des mécanismes strictement économiques mais dépendent du comportement des acteurs sociaux. Il faut donc mener une réflexion serrée sur la notion de « loi économique ».

L'Europe et la mondialisation

Les contraintes d'une économie mondialisée feraient disparaître toute perspective de transformation sociale : tel est le second argument qui vient justifier le refus de tout début de rupture avec le néo-libéralisme. Passons

sur les résultats désastreux de cette mondialisation et sur le fait que les partis politiques de la gauche gouvernementale ont largement contribué à la mise en place de ces contraintes. Tout est fait, en tout cas, pour diffuser une représentation du monde où la France serait noyée dans le vaste océan de l'économie mondialisée et, pour cette raison, condamnée à s'y adapter en se « réformant ». Tous les discours « déclinistes » vont dans ce sens, en propageant l'idée que le seul moyen de mieux tirer notre épingle du jeu serait de s'aligner sur le modèle anglo-saxon.

Cette vision s'accorde bien aux orientations néo-libérales, mais convient également aux souverainistes, qui ne voient d'alternative possible qu'à condition de s'extraire (à des degrés divers) du marché mondial ou de l'espace européen. Cette analyse est parfois étendue à l'Europe présentée comme exposée sans protection à la concurrence sauvage des pays émergents.

En réalité, la dimension européenne est nécessaire et suffisante. Elle est suffisante, parce que l'Europe prise dans son ensemble constitue un espace économique et social dont les flux commerciaux, comme les mouvements de capitaux, sont équilibrés, voire dominants, même vis-à-vis des pays émergents. Pour un pays comme la France, la mondialisation est donc avant tout une question européenne. Cela veut dire en particulier que la déconstruction du modèle social européen ne vient pas de l'extérieur mais qu'elle est le produit des politiques menées délibérément en Europe depuis l'Acte unique de 1986. Le chômage et la précarité, les inégalités et la pauvreté ne s'expliquent que très marginalement par la concurrence des pays à bas salaires, et bien plus par l'adoption d'un mode de régulation néo-libéral qui s'est généralisé à l'ensemble des pays de la zone, sous l'égide d'une méthode de construction de l'Europe qui privilégie la mise en concurrence au détriment de l'harmonisation. Et derrière ces politiques, on retrouve évidemment le poids des rapports de force sociaux.

La prise en compte de la dimension européenne est en même temps nécessaire, dans la mesure où une expérience de transformation sociale menée dans un pays ne pourrait perdurer dans un environnement hostile. La gauche est ici soumise à une véritable difficulté quant à la manière de prendre en compte cette dimension européenne. Une première posture, longtemps incarnée par Jacques Delors, consiste à dire que les politiques nationales n'ayant plus aucune autonomie, il faut d'abord construire l'Europe avant d'espérer lui adjoindre une dimension sociale, puisque celle-ci ne peut exister qu'au niveau européen. Mais le processus risque de durer longtemps et, surtout, ce sont les modalités mêmes de la construction européenne libérale qui tendent à vider le modèle social européen de sa substance et à nous éloigner toujours un peu plus de sa refondation.

La voie est donc étroite entre l'attente sans fin de l'apparition spontanée d'une bonne Europe et le retrait souverainiste. Mais il est possible d'imaginer une orientation stratégique visant à sortir par le haut de cette contradiction. Son point d'appui est que les politiques de transformation sociale sont coopératives : elles réussissent d'autant mieux qu'elles sont étendues à un plus grand nombre de pays. Par exemple, une réduction du temps de travail ou une taxation uniforme des revenus du capital, étendue

ou coordonnée au niveau européen, auraient bien plus de chances de réussite qu'à l'échelle d'un seul pays.

Les politiques de compétitivité à outrance sont au contraire non coopératives, puisqu'elles ne peuvent réussir qu'au détriment des pays voisins. C'est très net aujourd'hui : le rétablissement de l'économie allemande, au cours des deux dernières années, s'est fait en grande partie par la conquête de parts de marché gagnées sur les « partenaires » européens.

Comme on ne peut attendre que la majorité des pays se rallie à une politique de gauche, une stratégie d'extension devrait combiner des choix unilatéraux de politique économique et des mesures destinées à les protéger de la pression exercée par les règles du jeu ultra-concurrentielles instituées au niveau européen. On peut donc parler de protectionnisme, et de rupture avec l'Europe réellement existante. Mais il s'agit de protéger la transformation sociale et non les intérêts du capitalisme national, et le pas de côté à l'égard des règles européennes se fait au nom d'une autre Europe.

La légitimité d'une telle orientation provient du caractère coopératif des mesures prises. En même temps qu'un gouvernement réduirait la réduction du temps de travail et augmenterait les minima sociaux, il en appellerait à la généralisation de telles mesures à l'ensemble de l'Europe. Dans cette perspective, la gauche devrait être porteuse d'un projet européen renouant avec une logique d'harmonisation qui passerait par exemple par l'institution d'un impôt unifié sur le capital finançant des fonds européens d'harmonisation, ou encore d'un salaire minimum calculé dans chaque pays en proportion du Pib par tête [8]. Ce type de mesure a l'avantage de combiner un principe général, tout en prenant en compte le niveau de développement de chaque Etat membre.

Un constat partagé ?

Cette rapide discussion souligne la nécessité d'une double rupture : avec l'actuel partage des richesses et avec le mode de construction européenne adopté jusqu'ici. Plus que d'une proclamation partisane, il s'agit là d'un constat objectif sur lequel tout le monde, au fond, pourrait s'entendre. Pour le réfuter, il faudrait établir la viabilité d'un projet social-démocrate, réellement porteur de réformes progressistes. La thèse défendue ici est que celle-ci n'existe plus dans les conditions du capitalisme contemporain et on voit mal quel contre-exemple on pourrait lui opposer.

La pratique des partis de gauche (qu'on pense seulement aux réformes instaurées par le gouvernement rose-vert en Allemagne) et leur incapacité à opposer au néo-libéralisme autre chose qu'un accompagnement vaguement social ne sont pas une invention de la gauche radicale. Pour reprendre une formule célèbre, on pourrait dire qu'entre le social-libéralisme et la gauche radicale, il n'y a aujourd'hui plus rien. Cette configuration n'a pas toujours existé : jusqu'au milieu des années 1970, réformistes et révolutionnaires s'opposaient sur le rythme et l'étendue de la transformation sociale, mais

celle-ci restait en quelque sorte leur horizon commun.

Aujourd'hui, le clivage est beaucoup plus prononcé parce que le degré minimal de conflictualité sociale nécessaire pour envisager de réelles réformes s'est considérablement élevé. De ce constat qui, encore une fois, pourrait être partagé, on peut tirer deux conclusions elles aussi beaucoup plus tranchées que par le passé. Si l'on considère que la rupture est hors de portée ou qu'elle serait pire que le mal, alors il faut le dire et assumer explicitement le repli sur un positionnement social-libéral dont l'ambition se limite à modérer un processus que l'on juge inéluctable (et puis on perd les élections). Ou bien, on tire les conséquences des coordonnées de la situation actuelle et on travaille à l'élaboration, non pas tant d'un projet alternatif qui est déjà prêt dans ses grandes lignes, mais d'une stratégie visant à la construction d'une alliance sociale large nécessaire à la mise en œuvre ce projet et à la prévention des mesures de rétorsion que ne manqueraient pas de prendre les intérêts sociaux hostiles.

Les économistes qui se réclament de la gauche doivent évidemment travailler en permanence pour affiner ses argumentaires et ses propositions. Cette tâche utile et nécessaire est d'ailleurs bien plus avancée qu'on le dit parfois. Mais il leur faut en même temps éviter l'illusion selon laquelle des mesures habiles permettraient miraculeusement d'aboutir à des réformes « gagnant-gagnant » améliorant le sort de la majorité sans toucher aux intérêts de la minorité. C'est un biais assez répandu qui revient souvent à confondre les fins et les moyens et à apporter des réponses purement techniques à la question économique qui est aujourd'hui éminemment politique.

P.-S.

* Paru dans L'économie politique n°40, octobre 2008.

* Membre du Conseil scientifique d'Attac. Dernier ouvrage paru : Un pur capitalisme, Page deux, 2008.

Notes

[1] Paul Krugman, « Saving Asia : It's time to get radical », *Fortune*, 7 septembre 1998.

<http://tinyurl.com/5lh4vx>

[2] Michel Husson, La véritable histoire de la part salariale, juillet 2008.

<http://hussonet.free.fr/psal49.pdf>

Voir sur ESSF : [La véritable histoire de la part salariale](#)

[3] Michel Husson, *Un pur capitalisme*, Editions page deux, 2008. Chapitre 11 : « La crédibilité du programme ».

<http://hussonet.free.fr/capur11.pdf>

Voir sur ESSF : [La crédibilité du programme](#)

[4] John Maynard Keynes, « Perspectives économiques pour nos petits enfants » dans *Essais de persuasion*, Gallimard, 1933.

<http://gesd.free.fr/kenfants.pdf>

[5] Faut-il modifier le partage de la valeur ajoutée en France ? copie d'un étudiant de Sciences-Po, 2007.

<http://gesd.free.fr/parvaiep.pdf>

[6] Xavier Timbeau, « Le partage de la valeur ajoutée en France », *Revue de l'OFCE* n°80, 2002.

<http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/...>

[7] Camille Landais, *Les hauts revenus en France (1998-2006) : une explosion des inégalités ?*, Paris School of Economics, 2007.

<http://www.jourdan.ens.fr/clangais...>

[8] Thorsten Schulten et alii, *Thèses pour une politique européenne de salaires minimaux*, Düsseldorf, Paris, Zurich, 2005.

<http://hussonet.free.fr/thesemin.pdf>